

# la Cenco s'inquiète de la possible non-tenu des élections en décembre

*Belga*

*Publié le mardi 26 septembre 2017 - Mis à jour le mardi 26 septembre 2017 à 17h15*

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a exprimé mardi à Bruxelles sa vive inquiétude face à la détérioration générale de la situation en République démocratique du Congo (RDC), alors que la perspective de tenir dans les délais des élections, prévues en principe d'ici la fin de l'année pour assurer une "alternance démocratique", s'éloigne de jour en jour.

## Newsletter info

Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

[OK Ne plus afficher ×](#)

*Plus on avance, plus notre inquiétude augmente*

"*Nous sommes inquiets, nous sommes préoccupés*" par la possible non-tenu des élections présidentielle, législatives et provinciales - fixées "*au plus tard en décembre 2017*" en vertu d'un accord conclu à la fin de l'an dernier sous l'égide de l'influente Église catholique -, a affirmé le président de la Cenco, Mgr Marcel Utambi Tapa, au cours d'une conférence de presse.

"*Plus on avance (vers cette échéance), plus notre inquiétude augmente*", a renchéri le prélat en visite de plaidoyer en Europe à la tête d'une délégation de la Cenco. "*Qu'est ce qui arrivera après (cette échéance)*", s'est-il demandé.

L'opposition congolaise, très divisée, a appelé à la désobéissance civique à partir du 1er octobre si un scrutin présidentiel n'est pas programmé avant le 31 décembre.

Le président Joseph Kabila, dont le second mandat constitutionnel a expiré le 19 décembre dernier, a assuré quant à lui samedi à la tribune de l'ONU que le cap vers des élections était "*définitivement fixé*", sans toutefois évoquer de date.

## Aucun calendrier électoral encore publié

Car aucun calendrier électoral n'a encore été publié, a déploré mardi la délégation de la Cenco de passage en Belgique avant une visite vendredi à Paris visant à alerter les partenaires internationaux de la RDC sur l'évolution de la situation dans le pays. "*Nous sommes là pour prévenir les violences qui peuvent survenir*

*dans notre pays, nous demandons un calendrier électoral consensuel*", a souligné un autre représentant de la Cenco, le père Clément Makiobo.

Il a fait observer que l'enrôlement des électeurs par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) se déroulait en dehors du calendrier électoral, alors qu'il est censé en faire partie intégrante.

Ce recensement électoral a débuté en juillet 2016 et devrait se terminer au mieux à la mi-décembre, alors que le parlement congolais, réuni en session ordinaire du 15 septembre au 15 décembre, doit adopter plusieurs lois pour permettra la tenue des scrutins. *"Malheureusement, dans l'ordre du jour du parlement, on n'en parle pas"*, a regretté le père Makiobo.

La Céni affirme avoir enregistré 42 millions d'électeurs potentiels - sur les 45 attendus - dans 24 des 26 provinces. Mais les évêques catholiques, qui disposent de réseaux à l'intérieur du pays, réclament un *"audit citoyen"* du fichier électoral. *"Parce que la fraude commence à ce niveau-là"*, a prévenu le père Makiobo.

### **De plus en plus de violences**

Il a dressé un constat sans complaisance de la situation en RDC. *"Les choses ne se sont pas arrangées. Les violences se font sentir de plus en plus, la situation des droits humains est catastrophique. Nous assistons à la réduction de l'espace politique. C'est vraiment un recul"* par rapport à il y a quelques années, a résumé le père Makiobo. *"Tout d'un coup, tout s'est arrêté. Nous ne pouvons pas nous taire face à cette situation"*, a-t-il ajouté.

Le président de la Cenco a toutefois affirmé que l'Eglise n'était pas prête à piloter un éventuel 3ème dialogue entre la Majorité présidentielle (MP, qui soutient l'action de M. Kabila) et l'opposition, désormais très divisée.

*"Nous sommes logiques et cohérents envers nous-mêmes. L'Accord du 31 décembre souffre de sa mise en œuvre à 90%. Nous ne pouvons pas piloter un 3ème dialogue alors que le précédent n'est pas appliqué"*, a dit Mgr Utembi, qui est archevêque de Kisangani, la grande ville du nord-est de la RDC.

*"A voir la délinquance de l'homme politique congolais, un autre dialogue irait dans le sens de saper l'accord du 31 décembre. C'est possible de sortir de la crise sans un autre dialogue. Tout est encore possible"*, pour sa part déclaré Mgr Fidèle Nsielele, l'évêque de Kisantu, dans la province du Kongo central (ouest).